



## Comité National 05-11-2011 – rapport introductif

**C**her( e)s camarades,

Quel est l'état du monde capitaliste aujourd'hui

La crise mondiale du capitalisme qui a connu une phase plus aigüe en 2008 est entrée dans une nouvelle période. Quelles ont les principales caractéristiques ?

Depuis 2009 le Produit Intérieur Brut (PIB) de tous les pays du monde a stagné ou régressé pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale...

La production mondiale a chuté de 20%. Les pays émergents, la Chine, l'Inde, s'ils ont encore des taux de croissance importants, enregistrent eux aussi un ralentissement réel. Les pays du Sud Est asiatique annoncent 6% de croissance en 2011 au lieu de 7,5% en 2010. La Chine voit ses exportations ralentir, le Brésil aussi. Le commerce mondial a ralenti. Le chômage grandit presque partout.

La crise non seulement n'a pas été réglée mais pèse de plus en plus lourdement à la fois, sur le développement de la production mondiale, sur les relations internationales et avant tout sur la vie et les aspirations des peuples de la planète.

La cause fondamentale nous l'avons rappelé dès 2008, c'est le capitalisme dont le moteur est la recherche permanente du profit maximum par l'exploitation sans cesse accrue des travailleurs et des peuples à l'échelle mondiale.

Nous devons à Marx cette découverte capitale que la crise est le mode même d'existence du capitalisme.

De nos jours, sa crise a atteint une dimension planétaire puisque le développement du capitalisme au stade de l'impérialisme est aujourd'hui globalisé.

Dès 2008, les principaux capitalistes ont mobilisé des milliers de milliards pour permettre aux banques et aux multinationales de repartir. Ils se sont endettés énormément pour assurer le maintien du capitalisme et son développement dans des conditions toujours plus compliquées.

Qui a payé ? Les peuples qui doivent subir les plans « d'austérité » que nous connaissons. Car, pour assurer leurs profits, les capitalistes n'ont qu'un moyen, celui que Marx a découvert et mis en évidence il y a maintenant plus d'un siècle et demi : faire baisser le coût de la force de travail le plus possible.

La spéculation est devenue de plus en plus l'élément de base du capitalisme mondial, c'est une « industrie » florissante. Les grandes entreprises industrielles comme les banques, les assurances spéculent à grande échelle. En 2010, le montant du seul marché mondial des produits dits « dérivés » c'est-à-dire spéculatifs dans des contrats négociés de gré à gré entre organismes financiers a été de 600.000 milliards de dollars (10 fois le PIB mondial).

Les multinationales et les banques annoncent des profits en hausse. Aux USA les profits des plus grandes entreprises ont atteint 800 milliards de dollars en 2010, elles annoncent des hausses de 10 à 15% en 2011. En France les entreprises du CAC40 ont affiché 83 milliards d'euros en 2010 (**le** double de 2009). Au premier

semestre 2011 elles annoncent des profits en hausse, plus de 40 milliards et elles disposent de 170 milliards de trésorerie. Total annonce 3,3 milliards d'euros de profit pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2011 en hausse de 17%. A elles seules, 30 des plus grandes entreprises capitalistes mondiales, dont 5 françaises, totalisent plus de 219 milliards de dollars de profits annuels.

Nous vivons une nouvelle fuite en avant devant la crise devenue mondiale. C'est à cette nouvelle étape que le capitalisme doit faire face **aujourd'hui**.

C'est ce qui a été au cœur du G20 qui vient de se terminer à Cannes. Le G20 représente 85% du commerce mondial et plus de 90% du PIB mondial. La Banque mondiale et le FMI y participent. Pour faire face à cette nouvelle étape de sa crise, le G20 capitaliste vient d'établir un plan de bataille contre les peuples du monde entier. La déclaration finale demande aux Etats de renforcer leurs plans d'austérité. Les patrons des pays du G20 – baptisés B20 – étaient à Cannes. Ils ont remis au G20 un rapport qui préconise plus de rigueur budgétaire et plus de flexibilité du travail. Ils sont en phase avec les chefs d'Etats. C'est la conclusion que nous tirons de cette réunion.

Tout cela se déroule dans un monde qui change à toute allure.

En 10 ans, la part des pays capitalistes émergents dans l'accumulation des richesses mondiales a grandi énormément. Ces pays, Chine en tête ont accumulé 6.200 milliards de dollars de réserve. La Chine à elle seule a 2.648 milliards.

Dans le même temps, la dette des Etats-Unis **augmentait** de 8.000 milliards à 12.000 milliards de dollars. Celle de l'Europe grimpe à 4.000 milliards de dollars (3.000 milliards d'euros).

Le rapport des forces se modifie. Les grands pays capitalistes connaissent aujourd'hui un certain état de dépendance vis-à-vis des pays émergents, la Chine, l'Inde... Par exemple, l'Europe fait appel à la Chine pour un fond de garantie. La Chine est intéressée car l'Europe constitue un contrepoids à l'hégémonie américaine et elle est le premier marché pour les produits chinois (elle exporte en Europe pour 380 milliards de dollars (275 milliards d'euros) de ses produits chaque année) mais il est évident qu'elle va demander des contreparties. La concurrence entre pays capitalistes s'aiguise fortement. D'autres pays émergent et veulent à leur tour jouer un rôle économique et politique. Un exemple : La Turquie – 77 millions d'habitants – connaît une croissance de plus de 10%. Elle joue déjà un rôle important dans tout le Moyen-Orient et le Maghreb.

Nous avons eu déjà l'occasion de parler des pays d'Amérique Latine et de la Russie. Ajoutons le Vietnam et ses 80 millions d'habitants, les pays arabes dont nous reparlerons.

Quand l'URSS et le socialisme dans les pays de l'Est Européen ont disparu, tous les promoteurs du capitalisme proclamaient que l'entrave au développement de l'humanité disparue, celle-ci allait connaître une histoire nouvelle dans la paix.

20 ans après, le constat :

C'est une bataille entre géants du monde capitaliste, une exploitation sans limite, dans le monde entier, des conflits meurtriers.

\*D'un côté les profits fabuleux des multinationales qui dirigent le monde

\*De l'autre :

-L'OIT (Organisation Internationale du Travail) estime que le monde compte plus de 200 millions de sans-emplois dont 80 millions de jeunes.

-Plus d'un milliard de personnes souffrent de la faim (1 sur 7) mais les grandes sociétés de l'agro-alimentaire contrôlent 1/3 des ressources et font des profits

astronomiques. Chaque année, des centaines de milliers d'êtres humains meurent de la famine qui leur est imposée. Pourtant les spécialistes estiment que dans son état actuel, l'agriculture mondiale pourrait nourrir sans problème 12 milliards d'êtres humains.

C'est la concurrence capitaliste pour l'exploitation des ressources de la planète.

Aujourd'hui les ressources sous-marines sont convoitées. On voit les grandes manœuvres en Antarctique relancées par la Russie, alors qu'en 1991 un protocole avait été signé par 48 Etats pour protéger cette région du globe des risques pour le climat. L'ouverture à la prospection des richesses connaît des tensions sans limites entre les puissances capitalistes. Il faut gagner partout, par tous les moyens de nouvelles sources de profits.

C'est l'exigence du capitalisme pour son développement.

Le capitalisme c'est la guerre

On sait que les groupes capitalistes qui se livrent une lutte acharnée pour la conquête des marchés, le contrôle économique, politique, ont déclenché des guerres.

On sait aussi le rôle que l'URSS et l'existence des pays socialistes de l'Est Européen ont joué en freinant les appétits capitalistes, en apportant un point d'appui puissant aux Mouvements de Libération Nationale et en contribuant fortement au maintien de la paix mondiale.

On sait que dès la fin de l'URSS et des pays socialistes, les pays impérialistes sont intervenus aussitôt en Europe et ailleurs pour établir leur domination partout où c'était possible.

Aujourd'hui la rivalité capitaliste s'exerce partout, on le voit avec ce qui se passe en Libye, en Tunisie, en Egypte, dans des pays d'Afrique.

Tout est devenu la cible de l'appétit des grands groupes capitalistes et de leurs Etats.

Tout –la conquête des marchés, l'exploitation et le transport des ressources, les fonds marins, l'eau, les réseaux informatiques etc... - devient de plus en plus la source de différends énormes pouvant aller jusqu'à un nouveau conflit mondial. Un exemple : les USA installent leur bouclier antimissiles aux portes de la Russie et de l'Asie. Ils ont donné à leur croisade contre l'Iran un tour carrément agressif. La Turquie vient de donner son accord à un dépôt du bouclier antimissiles sur son territoire.

Des armes nouvelles de plus en plus sophistiquées sont utilisées dans les guerres dites « locales ». On a vu l'utilisation des drones en particulier en Libye. 90 pays dont la France en sont équipés. A elle seule l'armée américaine en détient 7.000.

Il y a dans ce qu'on nomme le cyberspace, les attaques informatiques capables de prendre le contrôle de systèmes stratégiques.

Il existe plus de 25.000 armes nucléaires dans le monde. Selon l'étude de deux instituts indépendants, les 9 pays qui possèdent l'arme nucléaire – Les USA, la Russie, la Grande Bretagne, la France, la Chine, Israël, l'Inde et le Pakistan, dépenseront pour leur entretien 1.000 milliards de dollars auquel il faut ajouter les dépenses pour le renouvellement. Actuellement les USA dépensent chaque année 61 milliards de dollars, la France 6 milliards.

Rappelons que les budgets de la défense **sont**, aux USA de 722 milliards de dollars, en Chine de 135 milliards, en France de 43 milliards, en Allemagne de 42 milliards

Les ventes d'armes ont atteint 401 milliards de dollars (297 milliards d'euros) en 2011. Elles ont progressé de 59% entre 2002 et 2010. La France est le 4<sup>ème</sup> pays exportateur.

Partout dans le monde les dangers de guerre ont grandi.

Mais en même temps l'opposition des peuples à l'exploitation capitaliste grandit dans le monde entier.

A l'origine de ce qui se passe dans les pays du Maghreb et du Moyen Orient, il y a d'abord la lutte des populations pour leurs revendications sociales et pour l'exigence d'une autre politique qui les satisfasse. Dès le déclenchement nous avons dit qu'il s'agissait d'une lutte qui n'en est qu'à ses tout débuts. On peut voir aujourd'hui toutes les tentatives de récupération et de détournement qui sont à l'œuvre.

On peut constater que partout dans le monde les salariés et les peuples agissent pour les salaires, les conditions de vie. Que ce soit en Chine, en Inde, en Thaïlande au Bangladesh, au Viet Nam et même aux USA.

Dans les pays européens notons d'abord la lutte du peuple grec auquel nous disons toute notre solidarité. On lutte aussi en Espagne, en Angleterre, en France et dans d'autres pays. Des luttes qui pourraient être bien plus fortes si le syndicalisme européen ne les freinait pas en se comportant comme un partenaire « loyal » du capitalisme européen. Elles seraient bien plus fortes si les partis politiques ne jouaient pas à fond le jeu de l'alternance dans le capitalisme que ce soit en France, en Italie, en Grèce et ailleurs.

Le mouvement des « indignés » a manifesté le 15 octobre dans plus de 1.000 villes de 65 pays. La jeunesse qui lutte pour un emploi, contre la pauvreté, pour un niveau de vie décent et des libertés démocratiques était très présente. Qu'advient-il de ce mouvement ? Pour le moment il est aisément « récupéré » par les partis de la bourgeoisie. Qu'en sera-t-il demain ?

Il y a la lutte du peuple palestinien, qui vient d'obtenir son admission à l'UNESCO, pour un état indépendant

Il y a les évolutions dans des pays d'Amérique Latine pour le progrès social et l'indépendance vis-à-vis des USA.

Il y a l'existence de Cuba qui se bat pour le développement de son pays en toute indépendance.

Avec toutes ces luttes dans le monde entier, nous en sommes au tout début d'une phase nouvelle de la lutte des classes à l'échelle mondiale. Cette lutte ne peut que se développer, que continuer à s'élargir.

C'est une lutte qui sera longue, avec des succès mais aussi des échecs. Nous sommes au tout début d'un mouvement qui grandira. Il grandira jusqu'à libérer les forces productives, abattre le système capitaliste qui est un obstacle au développement de l'humanité et construire une société socialiste au service du peuple. Mais nous savons tous ici, que beaucoup de temps passera avant que cela se réalise.

Des luttes quotidiennes anticapitalistes des peuples, partout dans le monde sont indispensables. D'abord pour faire reculer le capital et ensuite pour préparer des luttes plus grandes.

Permettez- moi de rappeler ce qu'en disait MARX dans « salaire, prix et profit » en 1865 : « si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure ».

Voyons l'exemple des travailleurs et le peuple grec. Par lutte résolue contre les conditions de vie qui leur sont faites, ils ont contraint le 1<sup>er</sup> Ministre socialiste à décider qu'un référendum aurait lieu. C'est une victoire importante, à mettre à l'actif de leur action de masse, une action de masse très puissante qui a fait plier le gouvernement et tous ceux qui le soutiennent. Le Parti Communiste de Grèce joue un rôle important dans cette lutte. Les dirigeants capitalistes du G20 sont intervenus avec toute la force qu'on leur connaît pour annuler cette décision. C'est maintenant chose faite et Papandréou appelle à la formation d'un gouvernement gauche droite dit d'union nationale, pour imposer au peuple le plan d'austérité. Ce qui reste, c'est que le peuple grec continue de lutter contre le capital et les conditions qu'on veut lui imposer.

Notre CN continuera à lui témoigner notre entière solidarité dans sa lutte contre le capital. Une délégation de notre parti doit rencontrer le Parti Communiste grec prochainement.

En France

Où la crise s'aggrave très vite, le capital parle de baisser encore plus le coût de la force de travail comme d'un « impératif catégorique » à réaliser absolument le plus vite possible. C'est un impératif en France comme dans tous les pays européens. Au sommet européen de Bruxelles la semaine dernière, les chefs d'Etats Socialistes comme de Droite se sont entendu pour accélérer les plans d'austérité.

Le gouvernement veut donc prendre des mesures pour répondre à cet impératif. Comme par hasard, c'est la direction que lui ont indiquée les agences de notations qui menacent de rétrograder sa note.

Un mot sur ces agences de notations. Ce sont des instruments à la solde des sociétés capitalistes multinationales – créées par elles- qui exercent une pression permanente sur les gouvernements mais surtout sur les peuples. Trois d'entre elles, 1 US – 1Franco – US, 1 Britannique, sont les représentantes de 90% du marché capitaliste.

L'agence Moodis vient d'avertir le gouvernement français et derrière lui la France entière : peut mieux faire ! **Ecoutez** ce qu'en dit le journal financier « Les Echos » : « Il faut l'écouter car il rejoint celui de nos **créanciers**. On ne peut l'ignorer sachant que 60% de notre dette est détenue par les investisseurs étrangers. Or, pour eux, nous avons déjà perdu notre triple A ! L'Etat français n'offre plus les meilleures garanties : il s'endette à 3% sur 10 ans contre 2% pour les Etats-Unis qui ont été dégradés d'un cran et 1% pour le Japon qui l'a été de quatre. Quant à l'Etat Britannique plus lourdement déficitaire mais bénéficiant de la même note que la France, il trouve à s'endetter à seulement de 2,5% »

En lisant cela on se rend mieux compte du rôle éminent que jouent ces agences au service du capital. Dans ce cas précis c'est l'agence Moodis qui répand la directive « austérité et sacrifice » dans le pays avec toute l'autorité d'un organisme hyper-sérieux ! La lutte idéologique fait rage, ne l'oublions pas !

Austérité, sacrifice, pas de déficit au- dessous de 3% etc... Comme par hasard on retrouve là un argument essentiel de Sarkozy et de Hollande.

Sarkozy et son gouvernement ont fait voter le budget 2012 de l'Etat et le budget de la Sécurité Sociale, caractérisés par un premier plan d'austérité, qui après la réforme des retraites, les réductions successives des dépenses de santé, des dépenses publiques et sociales, les suppressions massives d'emplois dans la fonction publique, le blocage des salaires, tranchait à nouveau sérieusement dans les dépenses publiques, augmentait les taxes des mutuelles, continuait à casser le

système de santé etc... La baisse de la prévision pour 2012, ramenée de 1,75% à 1%, ce qui représente une baisse de 44%, Sarkozy a annoncé aussitôt un nouveau plan d'austérité, qui pèsera encore plus lourdement sur le financement de la protection sociale, les retraites ; des augmentations de la TVA qui vont réduire le pouvoir d'achat etc...

D'autre part tous les spécialistes du capital sont en train de préparer un nouveau train de mesures pour baisser à nouveau le coût de la force de travail.

Jetons un coup d'œil maintenant du côté de Hollande et du PS.

Ce que l'on sait déjà du programme du candidat Hollande ressemble de très près à celui de Sarkozy, ce qui n'est pas pour nous étonner. Il s'est engagé à réduire le déficit à moins de 3% pour 2012. Dès sa désignation comme candidat, son adjoint M. Sapin précisait « avec la crise qui s'aggrave, le programme de F. Hollande ne peut pas être celui du PS (qui était pourtant inoffensif pour le capital). Un autre adjoint P. Moscovici précisait « le programme du PS est amené à être adapté. F. Hollande lui-même déclarait à France2 après l'intervention de Sarkozy « si je suis élu, je vais hériter du fardeau que va nous laisser N. Sarkozy... Ce que nous allons faire en 2012 sera hypothéqué par son héritage ». C'est clair.

Ce lundi, le socialiste **Jérôme Cahuzac**, président de la commission des finances à l'Assemblée Nationale, a confirmé que « F. Hollande puisera dans le programme du PS mais ne pourra réaliser la totalité car tout simplement les moyens du pays ne le permettront pas ».

On parle beaucoup de « La charge que représente la dette »...Hollande comme Sarkozy veulent la faire supporter au peuple. De quoi s'agit-il ?

Rappelons d'abord que le déficit public qui s'accumule depuis 30 ans a pour cause, les centaines de milliards de réductions de cotisations sociales et autres cadeaux fiscaux aux entreprises, aux banques et autres sociétés financières chaque année, une politique qui sacrifie l'investissement productif, les privatisations, les reculs des acquis sociaux, qui ont pour conséquence le recul de la croissance.

De plus, le traité de Lisbonne (en 2001) reprend la directive de Maastricht qui interdit aux Etats signataires (donc à la France) de se financer directement à taux 0 auprès de la Banque de France et de la Banque Centrale Européenne (BCE). Résultat : la BCE prête à un taux de 1% aux banques privées qui, elles, prêtent à 3%, 5%, 10% aux Etats, quand ce n'est pas pour atteindre des taux usuraires. Le niveau record à 2 ans des « aides » accordées à la Grèce a culminé en Juin à 27,55%. C'est ainsi que dans notre pays, la « charge de la dette » c'est-à-dire les intérêts payés aux financiers : 48,8 milliards d'euros pour la seule année 2011, deviendra le premier poste budgétaire devant l'éducation nationale.

Voilà ce que Hollande et les siens approuvent ! Voilà ce à quoi Hollande et les siens se soumettent !

On sait donc d'où vient la dette, comment elle s'accroît, ce qui en est la cause, qui est responsable. Tout cela est archi connu des responsables politiques ou d'organisations. On connaît aussi la seule alternative à cette politique, la lutte anticapitaliste. Alors, la création d'un collectif avec ATTAC, des associations, des syndicats pour « mettre en place un audit pour comprendre ce qu'est la dette et construire des alternatives aux plans d'austérité » est une vaste opération politicienne. Au profit de qui ?

La rigueur, appliquons-la à ceux qui s'accaparent des dizaines de milliards sur le dos du peuple. Le géant TOTAL vient d'annoncer un bénéfice net de 3,3 milliards pour le seul 3<sup>ème</sup> trimestre soit une hausse de 17%. La direction du groupe se dit

très confiante sur les résultats à venir. Hollande avait là une belle occasion de dire que c'était ceux-là qu'il traiterait avec « rigueur ». Pas un mot !

Encore un rappel :

\*En 2010 les grandes entreprises (non financières) ont versé 210 milliards d'euros à leurs actionnaires, ce qui représente un tiers de la totalité de la masse salariale versée à leurs salariés.

\*170 milliards d'exonérations fiscales et sociales, ainsi que différentes aides ont été versées aux entreprises la même année.

\*Les actionnaires du CAC40 ont reçu 40 milliards en 2010 et ils en recevront au moins 10% de plus en 2011. Sur 950 milliards d'euros de richesses produites par le travail des salariés, 242 milliards sont allés aux actionnaires.

Mais de cela Hollande et les siens n'en parlent jamais ! Tout simplement parce qu'ils refusent de s'attaquer à la politique des banques et du crédit, parce qu'ils refusent de s'attaquer aux moyens financiers et monétaires énormes dont les grands groupes capitalistes disposent, de s'attaquer au système **capitaliste**.

En 1890 dans une préface à une nouvelle édition du manifeste du parti communiste parue après la disparition de Marx, Engels écrit :

«- d'un côté, les révolutionnaires,

-d'un autre côté, les charlatans sociaux de tout acabit qui veulent, à l'aide d'un tas de panacées et avec toutes sortes de rapiécages, supprimer les misères sociales, sans faire le moindre tort au capital et au profit ».

Très actuel, non ?

Qu'en est-il de L'extrême-droite avec le FN ?

M. Le Pen affirme qu'elle sera intraitable sur la dette, **qu'elle** fera la chasse aux fraudeurs (dans les cités). La cause de la crise c'est... l'immigration. Elle défend le capitalisme mais, précise-t-elle, un capitalisme rationnel. Voudrait-elle nous faire croire qu'elle ne sait pas encore que le capitalisme s'est internationalisé depuis quelque temps ?

Quelques mots sur Le Front de Gauche et le PCF

Le Front de Gauche, d'abord Mélenchon, dénonce les milliards détournés par les sociétés financières. Il parle même de les récupérer en forçant les groupes financiers « à rendre gorge ». Très bien mais que propose-t-il pour y parvenir ? L'union avec les socialistes puisqu'il appellera à voter PS au 2<sup>o</sup> tour de la présidentielle. Il est d'ailleurs prêt à participer à un gouvernement socialiste...à condition qu'il mène une politique dans l'intérêt du peuple. Comme si c'était possible ! La phrase de gauche vole au secours d'une politique de droite comme d'habitude.

De son côté le PCF, rallié à Mélenchon est plus soucieux de conserver les élus qui lui restent que d'autre chose.

Les Verts ? Ils sont pour la sortie du nucléaire mais pas pour la sortie du capitalisme.

Oui, le capital a bien trois fers au feu : la droite, le PS et si besoin est le FN. Les trois sont à son service.

Avant d'en venir à l'activité de notre **parti**, encore quelques mots concernant

Les syndicats

Le mécontentement des salariés est de plus en plus grand, même s'il ne parvient pas encore à se manifester plus puissamment. Il y a de très nombreuses luttes dans les entreprises dans tous les secteurs, pour les salaires, l'emploi, les conditions de travail.

Pourtant, pour le moment on n'a pas vu une mobilisation interprofessionnelle de grande ampleur. La journée du 11 octobre a été limitée – 250.000 manifestants et peu de grèves.

Quels sont les obstacles que rencontrent les travailleurs ?

Ils sont pour une part politiques. L'échéance de l'élection présidentielle est vue comme un enjeu assez important par un nombre non négligeable de salariés qui peuvent penser – sans se faire trop d'illusions – que la victoire de la gauche peut se traduire par quelques inflexions avantageuses pour eux, ou que ce sera « moins pire ».

Mais l'obstacle principal, c'est que les syndicats ont fait le choix d'abandonner le terrain de la lutte de classe. Ils confirment ainsi qu'il n'y a qu'un seul système possible : le capitalisme. Il faut donc faire avec, c'est-à-dire « négocier » avec le pouvoir, le patronat, à partir des décisions que ceux-ci prennent.

En pointe on trouve évidemment la CFDT qui freine des quatre fers. Partenaire privilégiée du patronat et du gouvernement, elle collabore étroitement avec la direction du PS pour préparer l'élection présidentielle. L'ex. N°2 de la CFDT, J. Bontemps et un actuel cédétiste M. Deluzat ont été embauchés par F. Hollande pour animer sa « cellule de réflexion sociale ».

F.O. tout en faisant des déclarations tonitruantes, n'appelle pas à la lutte et négocie avec le patronat et le gouvernement.

C'est la même chose pour la CGC et la CFTC qui sont dans leur rôle de réformistes.

Quant à la direction de la CGT, elle abandonne de plus en plus le terrain des luttes. Ceci, au moment même où, dans de nombreuses entreprises les militants agissent. Au nom de l'unité elle se range au niveau de la CFDT.

B. Thibault a décliné l'invitation à déjeuner adressée par Sarkozy aux syndicats à la veille du G20, car dit-il justement, les questions sociales dans le cadre du G20 ne peuvent être traitées uniquement entre français. Cela étant dit-il, « il laisse à la délégation syndicale de la CSI (Confédération Syndicale Internationale) le soin de porter les revendications de l'ensemble du mouvement syndical international que la CGT partage ». Quand on sait que la CSI pratique une collaboration de classe totale avec les pouvoirs capitalistes, il ne peut rien sortir de bon d'une telle réunion. On apprend d'ailleurs, que la CSI et le patronat (B20) ont présenté ensemble une plateforme commune au G20 « pour sortir efficacement et équitablement de la crise ». F. Chérèque et J.C. Mailly en sont les animateurs pour la France. F. Chérèque s'est félicité du dialogue social patronat syndicats.

Tout ce qui se passe actuellement, confirme que nous sommes encore loin de retrouver en France un syndicalisme révolutionnaire. C'est un lourd handicap au développement des luttes que nous devons affronter au quotidien dans la période présente.

J'en viens à l'activité de notre parti

Mesurons bien tout ce qui repose sur nous dans la période présente. Ce que nous allons dire et faire, sera fondamentalement différent de tout ce qui se dira et se fera, que cela vienne de Droite, de Gauche, du Centre ou du FN.

Nous serons les seuls dans la campagne électorale à mener un combat anticapitaliste qui nous conduira à prendre position sur tous les événements d'importance nationaux et internationaux.

Nous serons les seuls à donner un éclairage marxiste de la situation, à proposer les seules solutions qui permettent une issue positive à la situation actuelle. Nous

devrons combattre toutes les fausses solutions et leurs promoteurs quels qu'ils soient.

Cela dit, ne perdons surtout pas de vue que cette campagne va nous permettre d'élargir notre audience, d'accentuer notre implantations mais tout cela dans une mesure que nous savons limitée car nous savons bien que nous ne pourrons pas dans la période actuelle, modifier le rapport des forces qui existe dans notre pays ! Soyons donc bien convaincus que ce qui comptera avant tout pour nous dans cette campagne de l'élection présidentielle ainsi que pour les législatives qui suivront, ce sera ce que nous serons capables de faire en bas, dans les entreprises, les lycées, les facultés, les localités, les quartiers populaires.

Une fois de plus, tout cela va dépendre de notre capacité d'initiative. Nous n'en manquons pas. Chaque fois qu'une initiative est prise, nous obtenons des résultats. Je me limiterai à citer deux initiatives récentes ; celle de nos camarades de Loire Atlantique qui ont organisé un repas suivi par une discussion qui finalement a duré toute la journée : 30 présents, 20 sympathisants. Je citerai aussi celle de nos camarades de la Sarthe qui ont assuré pour la deuxième fois la participation de Communistes à la « 25<sup>ème</sup> heure du livre », une grande initiative organisée par la mairie du Mans. Cela nous a permis de contacter des centaines de personnes et de faire un débat avec une quinzaine de participants.

Dès demain nous allons lancer une grande campagne de propagande avec notre site et son hebdo et avec notre journal

Avant d'en venir précisément au plan de travail, je veux aborder la décision du CN de présenter un candidat de notre parti à l'élection présidentielle.

Chers camarades, vous le savez nous sommes contre le principe de l'élection présidentielle. Elle **dessaisit** complètement le peuple en personnalisant le pouvoir. Elle est complètement antidémocratique, pousse à la bipolarisation. Le Président peut être élu avec 20% des électeurs qui ont voté au 1<sup>er</sup> tour. De plus il faut 500 parrainages de maires, députés...de 30 départements différents pour valider un candidat.

Mais telle qu'elle est, cette élection est une bataille politique très importante et il n'est pas question pour nous de négliger quoi que ce soit.

Comment donner à nos électeurs le moyen d'exprimer leur opinion ? C'est pour cela que nous présentons un candidat.

Le Bureau National vous propose comme candidat un dirigeant de notre parti : Christophe RICERCHI. Il a 45 ans, il est professeur d'histoire géographie au lycée du Parc Impérial à Nice. Il est secrétaire départemental des Alpes Maritimes et membre de notre Bureau National.

Bien entendu nous nous adressons à des milliers de maires et autres élus pour leur demander leur parrainage pour Christophe, puisque la loi nous y oblige.

Nous faisons un communiqué de presse pour annoncer notre candidat à tous les médias et agences de presse.

D'ici la présidentielle et les législatives, c'est 7 mois de bataille politique pour montrer qu'il y a une autre perspective que celle qu'on offre à notre peuple.

Ce qui sera essentiel, c'est ce que chacun(e) de nos adhérents sera capable de faire pour contacter des collègues, des amis, des proches, des voisins. Le moyen d'obtenir les meilleurs résultats c'est que chacune de nos organisations établisse un plan de travail allant jusqu'à la fin de la période électorale, c'est-à-dire pratiquement jusqu'à fin juin 2012.

Ce plan de travail devrait comprendre :

\*l'établissement d'une liste de personnes auxquelles nous nous adresserons en priorité chaque fois que la cellule prendra une initiative, qu'elle organisera une rencontre, un débat, un repas par exemple.

\*Ce sont à ces sympathisants que nous demanderons, par une démarche individuelle auprès de chacun d'eux, de nous aider financièrement car il va nous falloir recueillir beaucoup d'argent pour défendre nos idées pendant ces 7 mois de campagne et aussi pour nos candidats. Veillons aussi à combler le retard de cotisations que nous pouvons avoir.

\*Dans cette liste de sympathisants, réservons le plus de temps possible à celles et ceux que nous sentons les plus proches d'adhérer à notre parti. C'est presque toujours à la suite de discussions individuelles avec l'un(e) d'entre nous, que des sympathisants rejoignent « Communistes ».

\*Dans son plan de travail, la cellule accordera une grande importance à la diffusion du matériel de propagande, le journal, les tracts, dans les entreprises, les établissements d'enseignements dans les quartiers.

Pensons à faire signer des appels à soutenir notre candidat à la présidentielle et nos candidats aux élections législatives. La plupart des cellules ont déjà désigné leurs candidats aux législatives. Là où ce n'est pas fait, c'est le moment.

Dans toute cette activité, proposons à tous celles et ceux que nous contactons de leur expédier chaque semaine par internet notre hebdo qui les tiendra au courant de l'actualité, de nos analyses, nos propositions.

Notre BN tiendra les adhérents de notre parti au courant des initiatives qui seront prises, celles des cellules jusqu'à celles du CN. Cet échange d'expériences sera très utile à tous. Le CN apportera aux organisations du parti une aide la plus efficace possible dans tous les domaines.

Nous allons préparer le journal expédié partout, dès cette semaine. Il est important que les cellules se réunissent pour faire le compte-rendu du CN, faire le point de la situation politique et établir le plan de travail.

Voilà ce que j'étais chargée de vous rapporter.

[www.sitecommunistes.org](http://www.sitecommunistes.org)